

[Texte]

Of course these are, at the moment, just disturbing trends. Negotiation of international accords to protect the global atmosphere is just beginning this year and there is still time for vigorous policies and actions to be adopted domestically and to be promoted in the international negotiations.

What should these policies be? I do not pretend to know the Canadian energy situation well enough to give a detailed prescription, but the main outlines seem obvious. We must commit sustained funding for climate and atmospheric environment measurements in research, both at home and for international scientific assessments. WMO has a special fund for climate and atmospheric environment studies and this could be a key vehicle for international work.

Secondly, we must renew and strengthen our commitments to technological developments of hydrogen fuels, solar, wind, clean-burning coal, biomass conversion and so on, and assist in the transfer of such technologies to the developing countries of the world.

Thirdly, we must limit CO₂ emissions, as well as follow our path to control CFCs more vigorously. The first critical step on CO₂ is, in my judgment, to adopt an emissions target. The Toronto conference target of 20% reduction from 1988 emissions by 2005 is ambitious but probably attainable if we start now. It could be achieved not by one huge action but by a whole host of smaller measures. The most important would be improved energy efficiency in the Canadian economy.

• 1100

Of course you have already heard that achieving the Toronto conference target through energy efficiency and other means... it has been estimated in the Baker and Chamberlain report that it could save Canadian society some \$100 billion to \$150 billion in energy bills. A study in the U.S. estimates that if the U.S. were as energy-efficient as European and Japanese competitors it would save \$200 billion annually.

The CO₂ emissions target, whether it be 20% below 1988 levels or some other reasonable goal, should be

[Traduction]

renouvelable, ignorant ainsi nos responsabilités de protection de l'atmosphère de la planète, responsabilité que nous avons envers nous-mêmes, mais également envers les générations futures.

Bien sûr, pour l'instant, ce ne sont que des tendances inquiétantes. On commence tout juste cette année à négocier des accords internationaux pour la protection de l'atmosphère planétaire, et nous avons encore le temps d'adopter des politiques nationales fermes et de prendre des mesures sévères et d'en expliquer la nécessité pendant les négociations internationales.

En quoi ces politiques doivent-elles consister? Je ne prétends pas connaître parfaitement la situation énergétique canadienne, pas suffisamment pour vous donner un remède détaillé, mais les grandes lignes semblent assez évidentes. Nous devons financer activement la recherche climatique et atmosphérique, et contribuer à des évaluations scientifiques tant sur la scène nationale que sur la scène internationale. L'OMM a prévu un fonds spécial pour les études sur l'environnement climatique et atmosphérique; ce serait un très bon moyen de canaliser les travaux réalisés dans le monde entier.

Deuxièmement, nous devons réitérer et renforcer nos engagements dans un certain nombre de domaines technologiques, carburants à base d'hydrogène, énergie solaire, éolienne, charbons à combustion propre, conversion de la biomasse, etc.; nous devons également favoriser le transfert de ces technologies vers les pays en voie de développement.

Troisièmement, nous devons limiter les émissions de CO₂ et également redoubler d'effort pour contrôler les CFC. À mon sens, la première chose à faire pour contrôler le CO₂, c'est d'adopter des objectifs de réduction des émissions. La conférence de Toronto s'est donné pour objectif une réduction des émissions de 20 p. 100 entre 1988 et 2005; c'est très ambitieux, mais, si nous commençons dès maintenant, c'est probablement réalisable. Et si l'on y parvient, ce ne sera pas par une intervention unique et démesurée, mais par toute une série de mesures plus modestes, la plus importante étant l'amélioration de l'efficacité en matière d'énergie dans toute l'économie canadienne.

Bien sûr, vous avez déjà entendu dire que pour parvenir aux objectifs de la conférence de Toronto en améliorant l'efficacité et par d'autres moyens... D'après le rapport Baker et Chamberlain, la société canadienne pourrait économiser de 100 à 150 milliards de dollars sur ses factures d'énergie. D'après une étude américaine, si les États-Unis étaient aussi efficaces que leurs concurrents européens et japonais, ils économiseraient chaque année 200 milliard de dollars d'énergie.

Les gouvernements fédéral et provinciaux ne doivent pas se contenter d'un objectif de réduction des émissions